

Appel juif international contre le génocide à Gaza

Depuis plus de 10 mois, tous les jours à Gaza, des vieillards, des femmes, des enfants, des hommes sont sciemment visés et tués. L'occupant attaque les écoles, les hôpitaux, les campements de réfugiés. Il s'acharne sur les médecins, les journalistes, les athlètes. Il organise la famine. L'occupant torture les prisonniers comme l'a démontré le rapport de B'Tselem. Depuis des mois, des centaines de milliers de Gazaouis survivent sous la tente dans les pires conditions, avec une absence d'hygiène qui favorise les épidémies.

Le monde sait et les dirigeants se taisent. Certains se disent « préoccupés » mais, collectivement, ils laissent le gouvernement d'extrême droite au pouvoir en Israël détruire chaque jour un peu plus le droit international. Pire, ils continuent de fournir armes et munitions aux génocidaires. Les États-Unis viennent de renouveler leur financement de milliards de dollars à Israël pour des armes et de l'équipement militaire.

La décision qui s'impose, sanctionner fortement cet État qui commet les pires crimes en toute impunité, n'est toujours pas prise.

Nous, Juives et Juifs, parce que le crime se commet en notre nom, parce que nous refusons d'être complices de ce crime atroce, parce que nous refusons que l'antisémitisme (qui est notre histoire intime) soit utilisé pour justifier l'horreur,

Nous appelons à la solidarité concrète avec la population de Gaza martyrisée,

Nous appelons à exiger le cessez-le-feu et l'arrêt de cette tuerie,

Nous appelons tous les pays à sanctionner l'État d'Israël,

Nous appelons au jugement des criminels de guerre et de leurs complices. ■

Premiers signataires *Simon Assoun (Tsedek, France), Ariella Azoulay (essayiste et photographe, États-Unis, Israël), Etienne Balibar (philosophe, France), Michel Benizri (comédien, France), Manon Boltansky (NPA, France), Rony Brauman (médecin, France), Eitan Bronstein (De-colonizer, Belgique/Israël), Éléonore Bronstein (De-colonizer, Belgique/Israël), Judith Butler (philosophe, États-Unis), Zohar Chamberlain Regev (Flottille de la liberté, Israël), Shelley Cohen Fudge (JVP, États-Unis), Laurent Cohen Medina (traducteur, Espagne), Liliana Cordova-Kaczerginski (IJAN, Espagne), Hilla Dayan (sociologue, Israël, Pays-Bas), Sonia Fayman (UJFP, France), Dror Feiler (EJJP, Suède), Gabriel Hagai (rabbin, France), Shir Hever (économiste, Allemagne/Israël), Carolyn Karcher (professeur, JVP, États-Unis), Pierre Khalfa (syndicaliste, France), Daniel Kupferstein (cinéaste, France), Déborah Leter (Tsedek, France), Jean-Marc Lévy-Leblond (physicien, France), Gus Massiah (CRID, France), Béatrice Orès (UJFP, France), Ilan Pappé (historien, Israël), Nurit Peled-Elhanan (professeur, Israël), Fanny-Michaela Reisin (professeur, Allemagne), Yakov Rabkin (professeur, Canada), Catherine Samary (chercheuse, France), Yonatan Shapira (ancien pilote, Israël), Michèle Sibony (UJFP, France), Eyal Sivan (cinéaste, essayiste, France/Israël), Pierre Stambul (UJFP, France), Michel Staszewski (professeur, Belgique), Marcelo Svirsky (professeur, Argentine et Australie), Lea Tsemel (avocate, Israël), Dominique Vidal (journaliste, France), Richard Wagman (UJFP, France), Michel Warschawski (journaliste et militant, Israël)*

Pour signer l'appel et consulter les signataires : www.lstu.fr/appel

Page 2

**De la mer au Jourdain,
 l'égalité des droits**

Page 3

**Contre l'antisémitisme
 et donc contre son
 instrumentalisation**

Page 4

**L'Union Juive
 Française pour la Paix
 en quelques mots**

De la mer au Jourdain, l'égalité des droits

On nous dit souvent :

« Vous êtes antisionistes. Donc vous voulez jeter les Juifs à la mer. »

C'est l'inverse. Qu'est-ce qui a permis aux Blancs d'Afrique du Sud de rester dans leur pays ? Est-ce le maintien de l'apartheid ou la fin de l'apartheid ? C'est la fin de l'apartheid bien sûr. Sinon tôt ou tard, ils auraient dû partir. Mandela avait énoncé trois conditions non négociables : l'Afrique du Sud est une et indivisible – Une personne = une voix – Vous reconnaissez que l'apartheid est un crime. Pour obtenir une paix juste et durable en Palestine/Israël, il faudra transposer ces conditions. Cela veut dire bien sûr la fin du sionisme.

On nous dit souvent ;

« Vous êtes antisionistes. Vous remettez en cause la légitimité de l'État d'Israël ? »

Le sionisme est un colonialisme de peuplement ou de remplacement. Dès l'arrivée des premiers colons sionistes en Palestine, le but n'était donc pas d'exploiter le peuple autochtone, mais de nier son existence, pour le fragmenter, l'expulser et le faire disparaître définitivement.

La finalité du projet d'État sioniste a toujours été un État ethniquement pur. Il y a eu en 1947-1948 un nettoyage ethnique prémédité. Et aussitôt le viol du droit international avec l'interdiction faite aux réfugiés palestiniens de rentrer chez eux et l'effacement de leurs traces.

L'État d'Israël n'a jamais été l'État de tous ses citoyens. Il s'est défini comme un État juif et même comme l'État de tous les Juifs. Le peuple palestinien n'a jamais eu l'occasion d'exercer son droit à l'autodétermination. La création de cet État sous cette forme ethnique est donc illégitime.

Mais... Depuis 1948, une population et une réalité culturelle juives se sont développées en Israël/Palestine.

On ne réparera pas un nettoyage ethnique par un autre nettoyage ethnique.

Alors ? Le sionisme est sorti du droit international depuis des décennies. Il a abouti à un régime suprémaciste qui commet un génocide. Il colonise, il occupe, il emprisonne, il vole, il tue...

La seule issue consiste à appliquer le Droit international.

Il n'y a pas d'alternative au « vivre ensemble dans l'égalité des droits ».
En Palestine/Israël comme ailleurs dans le monde.

Cela impose la fin de l'État des seuls Juifs. Cela impose le démantèlement complet de toutes les lois et institutions qui ont abouti à l'apartheid. Et bien sûr le droit au retour effectif des réfugiés palestiniens. Toute autre solution aboutira à prolonger la barbarie actuelle ou à en créer une nouvelle. ■

Justice et paix
العدالة والسلام
צדק ושלום

Contre l'antisémitisme et donc contre son instrumentalisation

De nombreux Juifs et Juives sont inquiet-e-s en raison de l'antisémitisme. Les amalgames actuels, qui rendent l'ensemble des Juifs et Juives solidaires et responsables des crimes contre l'humanité de l'État d'Israël, sont un facteur de grave confusion. Plusieurs agressions récentes en témoignent encore.

À l'UJFP, nous combattons toute approche qui donne du conflit en Israël/Palestine une lecture ethno-religieuse, qui masque la situation coloniale. Cette confusion est entretenue aussi bien par des courants antisémites que par Israël et la plupart des organisations sionistes.

Lorsqu'ils affirment que les Juif-ves du monde entier sont responsables des crimes de l'occupation israélienne, les courants antisémites instrumentalisent la cause palestinienne pour servir leur projet raciste.

Le gouvernement israélien et les organisations sionistes rendent les Juifs étrangers partout dans le monde lorsqu'ils affirment qu'Israël est l'État de tous les Juif-ves. Ils les mettent en danger lorsqu'ils prétendent que le génocide en cours se fait au nom des Juif-ves du monde entier.

Le rôle de tous les antiracistes est inlassablement de refuser les assignations collectives, d'où qu'elles viennent.

Le combat pour la justice et la paix en Israël/Palestine est un combat politique, contre le colonialisme et contre le racisme.

Pour l'égalité, partout

C'est le sens de l'engagement de l'UJFP dans la solidarité avec les Palestinien-nes, contre le sionisme, et contre le racisme sous toutes ses formes, dans un contexte où les expressions du racisme, et en particulier de l'islamophobie, sont de plus en plus décomplexées, jusqu'aux plus hauts sommets de l'État. ■

Instrumentalisation de l'antisémitisme : les pompiers-pyromanes

L'instrumentalisation de l'antisémitisme pour discréditer la gauche de rupture et les soutiens des droits de Palestiniens met les Juifs et Juives en danger. L'antisémitisme, comme toutes les formes de racisme, structure notre société et peut traverser tous les espaces. La gauche n'en est pas immunisée, des fautes y sont parfois commises et elle n'est pas toujours à la hauteur. Mais il faut souligner trois points.

- 1) **C'est dans le camp politique de la gauche que les combats antiracistes trouvent le plus de soutiens**, loin de l'inversion accusatoire en cours. Des manquements existent mais ils ne sont pas spécifiques à l'antisémitisme, ils concernent toutes les oppressions.
- 2) **Le principal danger pour les Juifs et Juives, comme pour toutes les minorités raciales, c'est l'extrême droite, hier comme aujourd'hui.** Le RN a choisi de mettre son antisémitisme constitutif sous le tapis pour construire une alliance fondée avant tout sur l'islamophobie, le racisme antiarabe, la négrophobie, l'antitziganisme. Mais toute la vision du monde de l'extrême droite repose sur l'antisémitisme : la dénonciation des "mondialistes" et des "élites cosmopolites", qui structure son discours, vient puiser dans l'imaginaire complotiste et antisémite.
- 3) **Le camp de Macron et de Darmanin n'a aucune leçon à donner à personne, ni sur le racisme en général, ni sur l'antisémitisme en particulier.** Sa politique est marquée par le racisme, l'islamophobie et la politique meurtrière envers les migrant-es. Macron et Darmanin ont beaucoup normalisé l'antisémitisme : réhabilitation de Pétain, de Maurras, de la politique antijuive de Napoléon...

Ce dévoiement et cette dilution de l'imputation d'antisémitisme fragilisent le combat à mener. Ses promoteurs sont des pompiers-pyromanes. ■

L'UJFP (Union Juive Française Pour la Paix) en quelques mots

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été fondée à Paris en avril 1994 - lors de la fête de Pessah 5754 - comme section de l'Union Juive Internationale pour la Paix (UJIP). En 2002 elle est devenue membre fondateur de la Fédération des Juifs européens pour une Paix juste (EJJP). Conscients de nos histoires, nous assumons notre rôle d'agir pour « créer un monde meilleur ».

Le sionisme a abouti à la création de l'État d'Israël qui nie le peuple palestinien et ses droits. Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut donc être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, par la mise en œuvre du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien. Aucune solution juste et durable n'est possible sans un retrait total d'Israël de tous les territoires qu'il occupe depuis 1967, sans le droit au retour des réfugiés palestiniens et sans la fin de l'apartheid israélien qui fait de sa population palestinienne des citoyens de seconde zone.

La forme étatique que les peuples de la région établiront dépendra de leur volonté et de l'évolution de leurs relations. Nous militons pour qu'elles évoluent dans le sens de l'égalité des droits de tous les habitants, d'une coopération mutuelle et d'une justice sociale ouvrant à la voie de la paix.

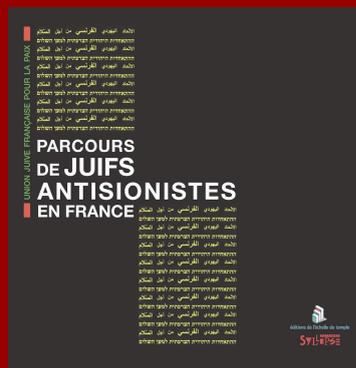
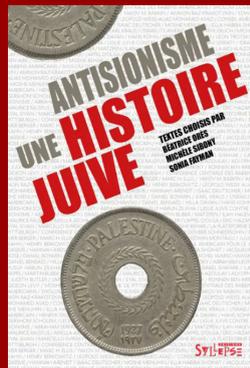
L'UJFP regroupe des membres, juifs ou non, qui œuvrent ensemble :

- ★ pour le « vivre ensemble » en France comme au Proche-Orient
- ★ pour que des voix juives laïques et progressistes se fassent entendre,
- ★ et sont partie prenante des combats contre tous les racismes et toutes les discriminations.

Pour adhérer à l'UJFP : <https://ujfp.org/adherer-a-ujfp/>

Pour faire un don : <https://ujfp.org/faire-un-don-a-ujfp/>

Quelques unes de nos publications récentes



« Dans cet enfer, conserver le réflexe de la solidarité »

Abu Amir, correspondant de l'UJFP à Gaza depuis 2016

Nouvelle collecte de l'UJFP pour Gaza, à retrouver via notre site ou directement ici



Pour nous contacter

UJFP
21 ter rue Voltaire 75011 Paris
Téléphone : 07 81 89 95 25
Email : contact@ujfp.org

L'actualité de l'UJFP sur www.ujfp.org

